

ÉDITO

Sénatoriales 2026 : le Palais du Luxembourg, la leçon des territoires

Par **Claire CALMELS**



Claire Calmels est diplômée d'un Master de droit et contentieux de l'Union européenne (Université Panthéon Assas Paris-II, Paris) et d'un LL.M, European Legal Studies (Collège d'Europe, Bruges).

Elle a travaillé dans le secteur politique en tant que conseillère d'un groupe au Sénat en charge notamment des sujets économiques (énergie, industrie, agriculture), d'aménagement du territoire (transports, développement durable) et des affaires européennes. Auparavant, elle a aussi travaillé en affaires publiques chez Fipra international à Bruxelles sur la décarbonation des industries et ensuite à Paris chez CommStrat où elle s'est concentrée sur les sujets industriels, énergétiques et de mobilités. En 2024, Claire Calmels a rejoint NSI / ESL où elle contribue à des missions d'intelligence économique et d'affaires publiques.

Comme à son habitude, la chambre haute n'acte aucune révolution mais met en lumière les évolutions concrètes de nos territoires.

Les enseignements du dimanche 27 septembre sont certes peu nombreux mais significatifs : l'ancrage électoral évolue avec le même mouvement que les perceptions des Français ; le Sénat reste quasi inébranlable de stabilité ; la pondération continue encore à cadencer le velours rouge du Palais du Luxembourg malgré les remous de l'après-élection.

L'élection présidentielle toute en présence, ne paraissait pas si proche dimanche. Pourtant, au soir de l'ultime élection avant avril 2027, elle fût l'objet de bagarres de communication. La lecture est claire : la tectonique des plaques a bougé, mais les municipales ne nous l'avaient-elles pas soufflé ?

Sur son île, le Sénat tempère. Les « sans étiquette » n'étaient pas si cachés que ça. La droite républicaine (LR) et le centre (UC) conservent leur majorité, Gérard Larcher est réélu. La gauche socialiste (SER) garde l'opposition et la maîtrise de la présidence des finances. Les Indépendants (INDEP) essuient les coups avec calme. Le plus vieux groupe parlementaire (RDSE) de France poursuit sa route. Le RDPI (groupe macroniste) survit et ne s'allie pas. Les Verts se maintiennent.



© Stefan K. Unsplash

Les Communistes n'ont pas perdu leur ancrage militant. La nouveauté réside chez les non-inscrits, ils sont désormais un groupe : celui du RN (/UDR). Ils ont une présidente : Edwige Diaz, Sénatrice de Gironde. Et, cela constitue une première historique sous la Ve République.

La sérénité n'évite pas les tempêtes. Certains signes ne trompent pas : Pascale Gruny dans l'Aisne, Patrick Chaize dans l'Ain ou encore Jean-Pierre Grand dans l'Hérault. Ces trois noms sont le visage des défaites de personnalités ultra-implantées et respectées. Si l'ancrage territorial et la notoriété locale jouent un rôle déterminant dans la galaxie du scrutin indirect, ils ne suffisent pas toujours. La vérité est que LR, SER et UC perdent du terrain au soir de l'élection, même si c'est infime. Cette tendance n'est pas nouvelle et elle a des conséquences limitées grâce à un mercato intense déjà bien avancé. Les deux derniers groupes réuniront certainement respectivement les 60 parlementaires ouvrant la voie à la saisine du Conseil constitutionnel.

En dépit de l'image livrée ce 2 octobre, les équilibres internes vont poursuivre leur évolution. La chasse aux sénateurs sans étiquette et aux indépendants, a déjà fait des émules : pour l'occasion, UC accole indépendants à son nom (UCI) et le sudiste Renaud Muselier s'allie à Hervé Marseille. Le refus aussi devient une pratique et c'est Gabriel Amard qui en fait les frais. Les Ecologistes se sont accordés pour ne pas intégrer l'inédit insoumis, les nouveaux non-inscrits passent-ils de l'autre côté de l'hémicycle ? La finalisation des rattachements étant le 5 octobre à 16 heures, tout peut encore arriver. UC sort généralement toujours gagnant des mouvements internes d'élus sortants reconduits en quête de nouveautés et cette année ne semble pas faire exception. Pourtant, à ce jeu, le mouvement qui détourne tous les regards reste celui entre le RN et les LR, depuis que le premier départ a eu lieu, via la Sénatrice Sylvie Goy-Chavent. D'autres transferts, de tous les bords de l'hémicycle, sont à prévoir et ce jusqu'à l'élection présidentielle.

Avant cela, il y a les Présidents reconduits et les nouveaux, en premier lieu desquels Mélanie Vogel ou encore Xavier Iacovelli. Il y aura les présidences de commission, notamment celle des Finances. Les rapporteurs généraux auront aussi les nouveaux visages de sénateurs qui ont fait leurs classes, Olivier Henno et peut-être Christine Lavarde. Une nouvelle garde déjà bien implantée qui ne trompe pas sur les tendances. Que dire des Vice-Présidences ou autres postes clés, capables de déchirer un groupe sur la durée. A 15, le RN n'obtient pas que de la visibilité, il est en lice pour ces fameux postes clés. Il crée aussi la possibilité de la navette entre ses deux groupes parlementaires. C'est aussi en cela que cette arrivée est remarquable.

Enfin, il y a Gérard Larcher. Réélu. Comme c'était prévu. Mais après 2029, un UCI grandissant, prenant plus de place dans les accords d'une majorité sénatoriale puissante, pourrait donner des idées, légitimes, à un Hervé Marseille qui surfe sur une vague toujours plus puissante.

Les sénatoriales de 2026 nous enseignent que le temps est long dans le palais de Marie de Médicis mais que personne n'y est dupe. Si le Sénat par tradition s'adapte à ses occupants, les prochaines 72 heures s'inscriront parfaitement dans les événements mouvementés de son histoire. Les présidentielles ont pris leur place dans ce paysage fausement paisible par les voix de Jordan Bardella ou encore de David Lisnard. Chacun sur sa ligne, avec ses intérêts propres. Les sages ont pourtant rappelé les règles simples du Sénat : le refus de tout fatalisme, l'attachement viscéral aux principes démocratiques et le respect des valeurs républicaines. Quant au reste, tout semble permis. Ce n'est pas l'arrivée du budget qui viendra contredire cette réalité.

Toutefois, l'ambiance feutrée du Sénat devrait demeurer avec ses soubresauts inévitables et coups portés car, sous les dorures de la République, la politique se fait souvent avant l'entrée dans l'hémicycle. ●



© OKcamera, Shutterstock

REGARD D'EXPERT

L'Arabie Saoudite est-elle isolée face à l'agression houthie ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez NSI. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Le royaume saoudien avait donné jusqu'à présent l'impression de s'être moins mal sorti que d'autres pays du Golfe du conflit entre les Etats-Unis et l'Iran : il avait subi beaucoup moins d'attaques que ses voisins et il avait pu continuer à exporter son pétrole grâce à son oléoduc traversant la péninsule jusqu'au terminal pétrolier de Yanbu sur la mer rouge.

Or, depuis l'offensive houthie prenant le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb et les frappes des milices pro-iraniennes d'Irak sur son oléoduc – entraînant son arrêt temporaire –, plusieurs observateurs soulignent les difficultés actuelles du royaume, qu'on peut résumer ainsi :

- **Il fait face à des attaques houthies** sur son territoire, et ses pétroliers se voient interdire de franchir le détroit de Bab el-Mandeb.

- **Contrairement à sa promesse au prince héritier saoudien**, le président Trump n'envisage pas une intervention militaire américaine contre les Houthis, à part un appui en matière de renseignements.

- **Les Israéliens** – qui ont eux-mêmes subi des frappes houthies – ne semblent pas non plus disposés à agir.

- **Les alliés du Pacte de La Mecque – Pakistan et Turquie** – ne constituent pas encore des partenaires militaires opérationnels, même s'ils paraissent prêts à apporter une certaine assistance militaire à Riyad.

- **La négociation américano-iranienne** est dans l'impasse – malgré les efforts renouvelés du Pakistan et des pays du Golfe – et le refus de Trump à la dernière proposition iranienne montre que les deux protagonistes sont toujours persuadés que le temps joue pour eux, ce qui n'augure pas d'un règlement rapide.

- **Le sommet sino-américain** n'a apparemment pas donné de résultat sur le dossier du Moyen-Orient, alors que la Chine pourrait jouer un rôle de médiateur, étant le seul pays en mesure de faire pression sur Téhéran. Il est vrai que le président Xi n'est peut-être pas pressé de sortir son homologue américain du guépier iranien, qui affaiblit la cré-



© Mohammed al-wafi, Shutterstock

dibilité internationale des États-Unis.

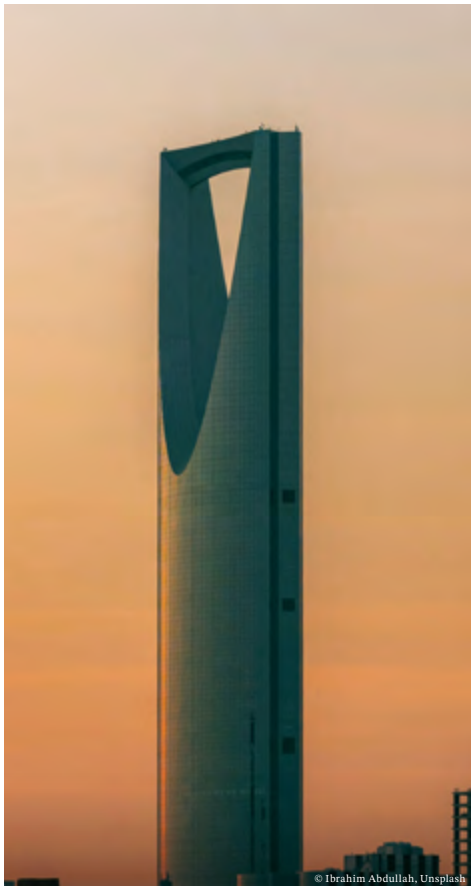
Néanmoins l'Arabie Saoudite ne reste pas les bras croisés devant cette situation :

- **Elle a réparé l'oléoduc** menant à Yanbu et a partiellement repris l'exportation de son brut.
- **La France et le Royaume-Uni** se sont engagés aux côtés du royaume, en protégeant certaines installations vitales saoudiennes (France) et en approvisionnant en vol les avions saoudiens engagés dans la lutte contre les Houthis (Royaume-Uni).
- **L'aviation saoudienne** intervient dans le détroit de Bab el-Mandeb et ailleurs au Yémen en appui aux forces du gouvernement légitime yéménite. Des préparatifs sont en cours pour une opération d'envergure à venir.
- En même temps, **les canaux diplomatiques sont activés** – y compris avec l'Iran et la Chine – même si la réponse hypocrite de Téhéran (« c'est une affaire entre Houthis et Saoudiens ») n'est pas de bonne augure.

Il reste toujours un point d'interrogation sur l'attitude du président Trump, qui est capable de changer d'avis...

Le royaume préférerait ne pas s'engager dans une confrontation d'envergure au Yémen et il laisse la porte ouverte à une négociation, mais sa patience a des limites. Il est cependant conscient que la question du détroit de Bab el-Mandeb est en réalité in fine tributaire d'un arrangement éventuel plus large entre Washington et Téhéran.

Soulignons enfin que l'appui de la France à l'Arabie Saoudite est naturellement apprécié et il devrait être retenu à Riyad lorsque la crise prendra fin. ●



© Ibrahim Abdullah, Unsplash

REGARD D'EXPERT

L'OCDE décrit une économie mondiale résiliente face à l'accumulation des chocs

Par **Éric GUIOCHON**



Éric Guiochon est consultant en affaires internationales, il intervient notamment sur des enjeux de développement international et de contentieux étatiques. Il a notamment travaillé à Business France, où il a conduit des travaux en coopération avec l'Union européenne, la Banque mondiale, l'OCDE et l'UEMOA sur les investissements internationaux et la diplomatie économique.

évoluer dans un environnement durablement instable. C'est d'ailleurs le constat le plus important de ce rapport : si la croissance tient, elle est davantage due à la capacité des acteurs économiques à s'y adapter qu'à l'absence de nouveaux chocs.

Les tensions sur les marchés énergétiques en donnent sans doute l'exemple le plus immédiat. La diminution des exportations des économies du Golfe, combinée à la très forte réduction du trafic dans le détroit d'Ormuz, aurait pu provoquer un choc autrement plus important sur l'activité mondiale. Une partie de ses effets a néanmoins été absorbée. D'autres producteurs ont augmenté leur offre, les réserves de pétrole ont été davantage sollicitées et certaines sources de substitution ont pris le relais. La Chine a également joué un rôle assez important ces derniers mois, en réduisant fortement ses importations et sa consommation de pétrole.

Cette adaptation a cependant ses limites ; par exemple, les stocks européens de gaz se trouvent aujourd'hui à leur plus bas niveau pour cette période de l'année depuis plus de quinze ans. Pour le pétrole, la situation n'est guère plus confortable : selon l'AIE, les stocks mondiaux avaient diminué de plus de 500 millions de barils entre février et août. La réserve stratégique américaine est, elle, tombée à son niveau le plus bas depuis 1982. Une partie de la résistance observée au cours des derniers mois repose donc précisément sur l'utilisation de marges de sécurité.

C'est aussi ce qui explique la prudence des projections de l'OCDE. Dans son scénario central, l'Organisation retient un Brent à 105 dollars en moyenne au T4 2026, ainsi qu'un prix du gaz européen autour de 82 euros par mégawattheure, avant une détente progressive en 2027. Mais cette trajectoire repose largement sur une normalisation des approvisionnements énergétiques. Une prolongation des perturbations à Ormuz, de nouvelles difficultés autour de Bab el-Mandeb ou des

Chaque semestre, l'OCDE publie ses perspectives économiques, ajustées par des rapports intermédiaires, en mars et septembre. Ils donnent généralement, en quelques dizaines de pages, un aperçu particulièrement précis de l'économie mondiale, et le rapport intermédiaire publié le 23 septembre par l'Organisation ne déroge pas à cette règle. Certaines de ses analyses et prévisions apparaissent d'ailleurs assez surprenantes : après une croissance mondiale du PIB de 3,4% en 2025, l'année 2026 ne verrait qu'un léger ralentissement de 2,9%, avec un retour à 3% en 2027. L'inflation restera naturellement élevée à court terme, particulièrement sous l'effet des prix de l'énergie. Cependant, ce sont les raisons de cette stabilité qui interpellent : malgré des crises devenues récurrentes, les économies font preuve d'une résilience qui avait été sous-estimée.

Cette résilience se doit d'être soulignée, tant l'environnement international n'a pas retrouvé son niveau de stabilité pré-pandémie. A partir de 2022, avec l'agression russe en Ukraine, de nouvelles tensions sur les matières premières ont émergé. S'y sont rajoutées des tensions commerciales croissantes, menées notamment par l'administration Trump. La crise autour d'Ormuz a depuis largement perturbé les approvisionnements énergétiques. Et face à cela, les entreprises ont bien absorbé les chocs, en adaptant successivement leurs chaînes d'approvisionnement, leurs fournisseurs et sources d'énergie, puis appris à

dommages supplémentaires aux infrastructures énergétiques du Golfe suffiraient assez rapidement à modifier ces prévisions.

Un autre phénomène soutient, à l'inverse, assez fortement l'activité : les investissements liés à l'intelligence artificielle. Le sujet dépasse désormais les seuls gains de productivité que l'IA pourrait permettre, encore assez difficiles à mesurer et largement prospectifs. Les investissements nécessaires à son développement ont, eux, déjà des effets bien plus concrets. Centres de données, équipements informatiques, infrastructures énergétiques : les montants engagés sont devenus suffisamment importants pour soutenir directement l'activité dans plusieurs économies. C'est notamment le cas aux États-Unis, au Canada et en Australie. Dans le même temps, les pays fortement positionnés sur les semi-conducteurs et les équipements technologiques voient aussi leurs exportations progresser.

La Corée du Sud en fournit probablement l'exemple le plus frappant. L'OCDE y anticipe désormais une croissance de 3,7 % en 2026, soit 1,1 point de plus que dans ses prévisions publiées seulement trois mois auparavant. Une révision assez importante sur une période aussi courte. Elle tient en bonne partie au dynamisme de la production industrielle et des exportations technologiques du pays. Le Japon en bénéficie également, et la Chine dans une moindre mesure. On voit donc commencer à se dessiner une géographie assez particulière des gains liés à l'IA : ils ne reviennent pas seulement aux entreprises américaines qui développent les modèles, mais également aux économies intégrées aux chaînes de valeur qui permettent leur fonctionnement.

Le rapport ne tranche naturellement pas la question d'une éventuelle « bulle » autour de l'intelligence artificielle. Il formule cependant plusieurs réserves qui ne sont pas tout à fait secondaires. Les valorisations des entreprises technologiques restent particulièrement élevées et supposent, pour être justifiées, une progression très rapide de leurs bénéfices dans les prochaines années. Certaines entreprises recourent aussi davantage à l'endettement et à des structures de financement plus sophistiquées, alors même que leurs besoins en électricité et en semi-conducteurs avancés continuent d'augmenter. Le problème est assez simple : si les gains de productivité ou la rentabilité attendue de ces investissements devaient finalement être plus faibles qu'anticipé, les conséquences dépasseraient largement le seul secteur technologique.

Il y a d'ailleurs quelque chose d'assez paradoxal dans cette situation. Certains des investissements qui soutiennent aujourd'hui la croissance contribuent en même temps à l'apparition de nouvelles tensions financières. Les émissions obligataires des entreprises liées à l'IA participent ainsi, selon l'OCDE, à la hausse des rendements à long terme, alors même que les inquiétudes autour des finances publiques restent importantes. Dans plusieurs économies avancées, les rendements souverains atteignent désormais leurs niveaux les plus élevés depuis une quinzaine d'années. Les conditions financières restent certes globalement favorables, mais le coût du financement augmente. Cela concerne les entreprises, bien sûr, mais également des États dont les marges budgétaires sont déjà assez réduites.

La question de l'inflation présente à peu près la même ambiguïté. Celle-ci est repartie à la hausse

ces derniers mois, essentiellement en raison des prix de l'énergie et de certaines matières premières. Les tensions sous-jacentes apparaissent néanmoins encore relativement contenues : la progression des salaires nominaux s'est tassée dans la plupart des grandes économies, tandis que les anticipations d'inflation restent globalement ancrées. Cela ne veut pas dire pour autant que le sujet ait disparu. Plus de la moitié des économies du G20 affichent désormais une inflation supérieure à l'objectif de leur banque centrale, ce qui réduit forcément les marges de manœuvre monétaires en cas de ralentissement plus marqué de l'activité.

Les évolutions climatiques pourraient enfin compliquer encore un peu ce tableau. L'OCDE retient une probabilité très élevée d'un épisode El Niño particulièrement intense vers la fin de l'année. Ses effets pourraient être importants sur certaines récoltes, notamment en Australie, en Inde et en Asie du Sud-Est, avec un risque assez clair sur les prix alimentaires. Mais là encore, les conséquences ne seraient pas nécessairement inflationnistes partout. Des températures hivernales plus élevées dans l'hémisphère Nord pourraient, comme en 2023-2024, réduire la demande de gaz et ainsi atténuer une partie des tensions qui pèsent actuellement sur les marchés européens.

Il faut donc probablement lire ces nouvelles prévisions moins comme l'annonce d'un retour progressif à la normale que comme le constat d'une capacité assez remarquable des économies à s'adapter à une succession de chocs. Alors que les deux décennies précédentes avaient fait de l'efficacité leur horizon, celle qui s'est ouverte en 2020 semble bien avoir pour grammaire la résilience. ●



© Ministère fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires, Wikimedia

REGARD D'EXPERT

Pape vs climat : à quels saints se vouent les politiques ?

Par Nicolas RUSCHER



Diplômé du master Management des Télécoms et des Médias de l'université Paris Dauphine, Nicolas a participé au développement de plusieurs médias en France (3^e Médias, Prussian Blue) et à l'international (Fashion TV). Il a par ailleurs travaillé en tant qu'Ingénieur Service Client au sein de Globecast, société de services audiovisuels et filiale d'Orange. Expert des nouveaux médias et des problématiques d'influence en ligne, Nicolas rejoint Antidox en 2012 et a été nommé Directeur Associé du Groupe en 2023.

Samedi 26 septembre, deux grands rendez-vous collectifs se déroulaient presque simultanément. À Paris, la messe célébrée par le pape Léon XIV place de la Concorde a rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Au même moment, plus de 260 rassemblements pour le climat étaient organisés à travers la France. Deux mobilisations très différentes mais pas dénuées de points communs : face à la morosité ambiante, proposer un horizon collectif qui donne du sens et dépasse le quotidien.

La répartition des responsables politiques entre les deux événements avait quand même des allures de photographie idéologique. À la Concorde, Marine Le Pen et Jordan Bardella, Bruno Retailleau, Gabriel Attal ou encore Édouard Philippe. Dans les marches pour le climat, Jean-Luc Mélenchon, Marine Tondelier, François Ruffin et plusieurs autres figures de gauche.

Sur le terrain comme sur les réseaux sociaux, chacun a surtout cherché à donner un sens politique à sa présence.

À droite et au centre, des racines et une quête d'apaisement

Pour Bruno Retailleau, la venue du pape s'inscrit directement dans un récit historique et civilisationnel. Sur X, le président de LR estime que cette visite rappelle que « notre civilisation a des racines chrétiennes » et ajoute qu'« une nation qui ignore d'où elle vient » ne peut construire son avenir.



Registre sensiblement différent pour Édouard Philippe qui insiste sur une visite porteuse d'un message de « dialogue, de paix et d'espérance ». Là où la droite convoque l'héritage, le bloc central provoque les valeurs qui dépassent le catholicisme.



Même tonalité (ou presque) du côté de Gabriel Attal quand il évoque le « besoin de rassemblement dans le pays ». On l'aura compris, pour les différents candidats à la prochaine présidentielle, la venue du pape est aussi une occasion de se démarquer et de s'inscrire dans un récit plus vaste que l'affrontement électoral immédiat.

Pour la gauche, priorité à la planète et aux générations futures

Les représentants de gauche ont pour la plupart choisi de se rassembler autour d'une autre cause : « le climat, le vivant, la paix et la justice sociale » avec des marches aux quatre coins de la France. Un récit commun, une projection dans le temps long et l'espoir qui n'est plus celui d'une civilisation héritée, mais celui d'un monde à préserver et d'une responsabilité envers les générations futures.

Une mobilisation pour le climat qui n'a pas empêché certaines figures de gauche, à l'image d'Olivier Faure, de mobiliser les prises de position de Léon XIV en faveur de l'accueil des migrants pour dénoncer l'hypocrisie des forces politiques qui se sont pressées près du pape « pour mieux le contredire par leurs programmes ».



Deux récits politiques pour sortir de la morosité

Mais la séquence du 26 septembre nous offre d'autres enseignements. Marine Tondelier qui revendique sa foi catholique a choisi d'assister à la marche pour le climat plutôt qu'à la messe du pape. À l'inverse, la gauche n'a pas unanimement tenu le pape à distance : la veille, le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, avait qualifié sur X sa rencontre avec Léon XIV de « moment d'émotion immense ». Deux députés communistes (Stéphane Peu et Fabien Gay) étaient également présents au Stade de France.

+ Publica

Billy Bagayoko

@BillyBagayoko

↳ Membre de l'antidox

Le 25 septembre sera un moment d'émotion immense sur la terre de la ville des Rois et Reines de France et du Peuple Vivant avec la venue du Pape ! Un événement mondial, sans aucun doute.

Tribune Chrétienne @tribunechretienne - 7 d'ago

« 8 m'a immédiatement exprimé l'honneur et la joie d'accueillir le Pape »

Billy Bagayoko dit se réjouir de la venue de Léon XIV à Saint-Denis

A Saint-Denis, le maire de la ville se dit enchanté d'accueillir la grande...



En réalité, Léon XIV (comme ses prédécesseurs avant lui) rend difficile toute appropriation partisane de ses discours. Durant son déplacement, il a parlé autant de spiritualité et de transcendance que de migrations, de paix, de changement climatique ou de dérèglement technologique. À la Concorde, il a évoqué une « soif de sens, de vérité et d'accomplissement » dans une société dominée par les satisfactions immédiates.

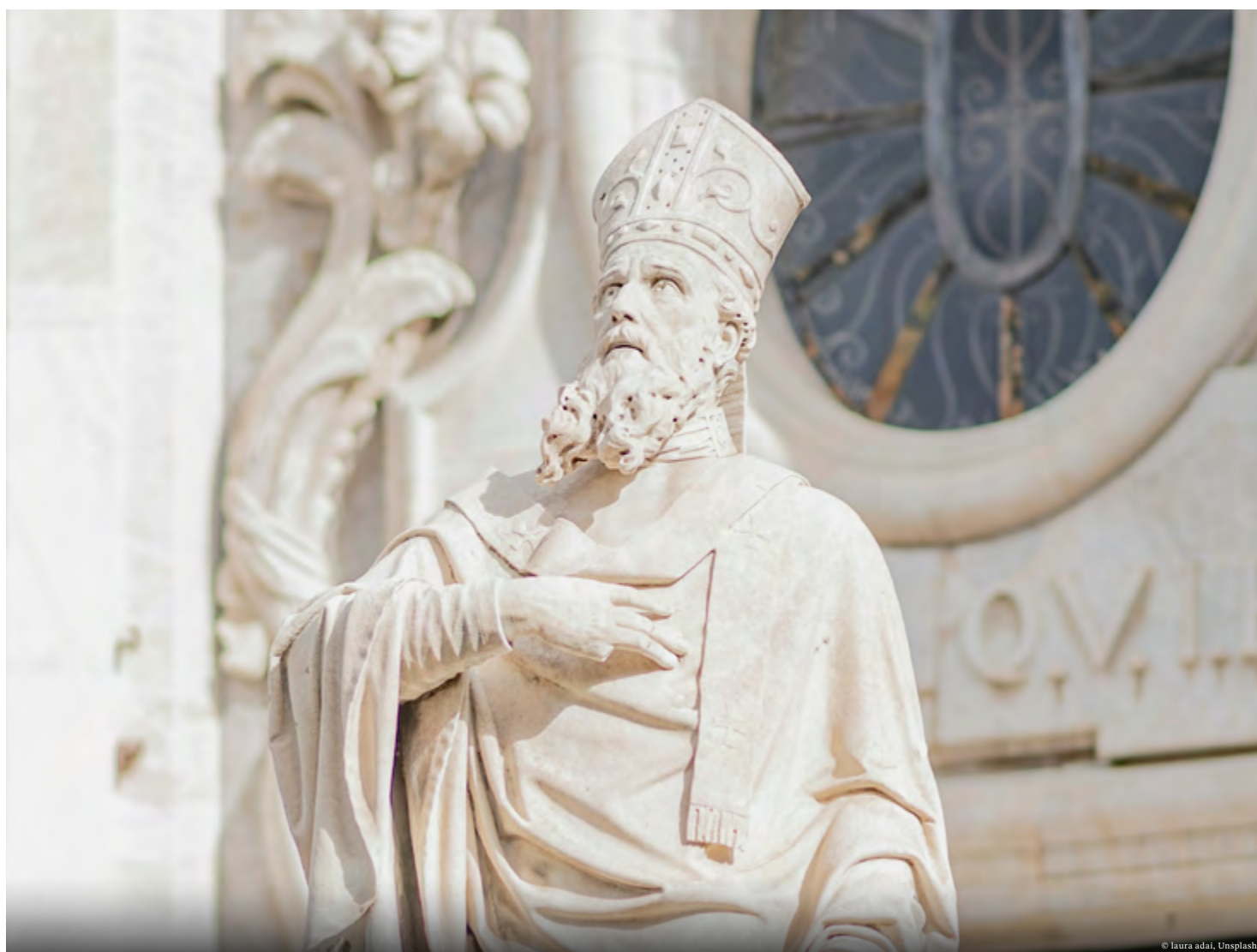
Et c'est peut-être entre ces lignes brouillées que se trouve le vrai point commun entre les deux rassemblements et entre deux France qu'on cherche trop souvent à opposer.

Dans un débat public dominé par le pouvoir d'achat, les comptes publics, l'insécurité ou les crises internationales, les Français (mais aussi les responsables politiques) désirent des récits capables de don-

ner du sens et du temps long. Les uns se tournent vers les racines, la spiritualité, la paix ou la fraternité. Les autres vers la planète, le vivant et les générations futures.

Les références et les priorités diffèrent, mais l'objectif final n'est pas si éloigné : redonner de la hauteur à une conversation publique saturée par l'urgence et la confrontation.

À quels saints les politiques se vouent-ils ? Le 26 septembre, les réponses diffèrent fortement selon les camps. Mais de la Concorde aux marches pour le climat, tous semblaient partager une même intuition : à une époque de défiance et de morosité, la politique cherche aussi à fabriquer de l'espérance ●



© laura adai, Unsplash

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.